

STATEMENT

Gaza : Israël menace d'interdire les principales organisations humanitaires alors que la famine s'aggrave.

Lyon, le 14 août 2025. Plus de 100 organisations humanitaires, dont Handicap International, alertent sur une nouvelle entrave majeure à l'aide à Gaza. Depuis mars, la plupart des grandes ONG internationales n'ont pas pu faire entrer un seul camion d'aide vitale, malgré des stocks de nourriture et de médicaments prêts à être livrés. Ces blocages, liés à de nouvelles procédures d'enregistrement jugées illégales et dangereuses, privent des centaines de milliers de personnes d'un accès vital à l'aide et exposent les travailleurs humanitaires à des risques accrus.

Plus de 100 organisations appellent à la fin de l'utilisation de l'aide humanitaire comme arme par Israël

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org**Mélanie Grospeud**

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org

14 août 2025

Malgré les affirmations des autorités israéliennes selon lesquelles il n'y a aucune restriction à l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, la plupart des principales ONG internationales n'ont pas été en mesure de livrer un seul camion d'aide vitale depuis le 2 mars.

Au lieu d'écouler l'accumulation croissante des fournitures, les autorités israéliennes ont rejeté les demandes de dizaines d'ONG pour faire entrer des marchandises vitales, au motif que ces organisations « ne sont pas autorisées à fournir de l'aide ».

Rien qu'en juillet, plus de 60 demandes ont été rejetées pour cette raison. Cette obstruction a laissé des millions de dollars de nourriture, de médicaments, d'eau et d'articles de première nécessité bloqués dans des entrepôts à travers la Jordanie et l'Égypte, tandis que les Palestiniens souffrent de la faim.

« Anera dispose de plus de 7 millions de dollars de fournitures vitales prêtes à entrer à Gaza, dont 744 tonnes de riz, soit suffisamment pour six millions de repas, bloquées à Ashdod, à quelques kilomètres seulement », a déclaré Sean Carroll, président-directeur général d'Anera.

Bon nombre des ONG qui se voient désormais refuser l'« autorisation » de livrer de l'aide travaillent à Gaza depuis des décennies, ont la confiance des communautés et l'expérience nécessaire pour acheminer l'aide en toute sécurité. Leur exclusion a privé les hôpitaux de fournitures essentielles, condamné des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées à mourir de faim et de maladies évitables, et contraint les travailleurs humanitaires eux-mêmes à se rendre au travail le ventre vide.

Cette obstruction est liée aux nouvelles règles d'enregistrement des ONG internationales introduites en mars dernier. En vertu de ces nouvelles règles, l'enregistrement peut être refusé sur la base de critères vagues et politisés, tels que la prétendue « délégitimation » de l'État d'Israël. Les ONG internationales ont averti que ce processus visait à contrôler les organisations indépendantes, à faire taire les défenseurs des droits humains et à censurer les rapports humanitaires. Cette nouvelle obstruction bureaucratique est contraire au droit international, car elle renforce le contrôle et l'annexion par Israël du territoire palestinien occupé.

À moins que les ONG internationales ne se soumettent à toutes les exigences d'enregistrement - ce qui inclut l'obligation de transmettre les coordonnées des donateurs privés, les listes complètes du personnel palestinien et d'autres informations sensibles sur le personnel à des fins de « contrôle de sécurité » par les autorités israéliennes - beaucoup pourraient être contraintes de cesser leurs activités à Gaza et en Cisjordanie, dont à Jérusalem-Est, et pourraient être forcées de retirer tout leur personnel international dans un délai de 60 jours. Certaines organisations ont même reçu un ultimatum de sept jours pour fournir les listes de leur personnel palestinien.

Les ONG ont clairement indiqué que le partage de ces données était illégal (y compris en vertu des lois applicables en matière de protection des données), dangereux et incompatible avec les principes humanitaires. Dans le contexte le plus meurtrier au monde pour les travailleurs humanitaires, où 98 % des humanitaires tués étaient palestiniens, les ONG n'ont aucune garantie que la transmission de ces informations ne mettra pas leur personnel en danger ou ne sera pas utilisée pour servir les objectifs militaires et politiques déclarés du gouvernement israélien.

/ Contacts presse
Clara Amati
T. 06 98 65 63 94
M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud
T. 06 68 41 35 61
M. m.grospeud@hi.org

Aujourd'hui, les craintes des ONG internationales se sont avérées fondées : le système d'enregistrement est désormais utilisé pour bloquer davantage l'aide humanitaire et refuser l'accès à la nourriture et aux médicaments dans le pire scénario possible de famine.

« Depuis que le siège total a été imposé le 2 mars, CARE n'a pas été en mesure de livrer à Gaza ses 1,5 million de dollars de fournitures prépositionnées, a déclaré Jolien Veldwijk, directrice nationale de CARE. Cela comprend des livraisons essentielles de colis alimentaires, de fournitures médicales, de kits d'hygiène, de kits de dignité et d'articles de soins maternels et infantiles. Notre mission est de sauver des vies mais en raison des restrictions d'enregistrement, les civils se retrouvent sans la nourriture, les médicaments et la protection dont ils ont urgemment besoin. »

« Oxfam dispose de plus de 2,5 millions de dollars de marchandises qui ont été refusées à l'entrée de Gaza par Israël, en particulier des articles WASH et d'hygiène ainsi que des denrées alimentaires, a déclaré Bushra Khalidi, responsable des politiques chez Oxfam. Ce processus d'enregistrement signifie aux ONG internationales que leur capacité à opérer peut se faire au détriment de leur indépendance et de leur capacité à s'exprimer. »

Ces restrictions s'inscrivent dans une stratégie plus large qui comprend le programme dit « GHF » (Gaza Humanitarian Framework), un mécanisme de distribution militarisé présenté comme une solution humanitaire. En réalité, il s'agit d'un outil de contrôle meurtrier, qui a causé la mort d'au moins 859 Palestiniens autour des sites « GHF » depuis son lancement.

« Le système militarisé de distribution alimentaire a transformé la famine en arme et organisé la souffrance. Les distributions sur les sites du GHF ont donné lieu à des niveaux extrêmes de violence et de meurtres, principalement de jeunes hommes palestiniens, mais aussi de femmes et d'enfants, qui se sont rendus sur ces sites dans l'espoir de recevoir de la nourriture », selon Aitor Zabalgogezkoa, coordinateur des urgences de Médecins sans frontières à Gaza.

Le programme « GHF » et le processus d'enregistrement des ONG internationales visent tous deux à bloquer l'aide impartiale, à exclure les acteurs palestiniens et à remplacer les organisations humanitaires de confiance par des mécanismes servant des objectifs politiques et militaires. Ils interviennent alors que le gouvernement israélien intensifie son offensive militaire et renforce son occupation de Gaza, montrant clairement que ces mesures s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à consolider son contrôle et à effacer la présence palestinienne.

« À ce stade, tout le monde sait quelle est la réponse correcte et humaine, et ce n'est pas un quai flottant, des largages aériens ou le « GHF ». La réponse, pour sauver des vies, sauver l'humanité et vous sauver de la complicité dans une famine massive orchestrée, est d'ouvrir toutes les frontières, à toute heure, aux milliers de camions, aux millions de repas et aux fournitures médicales qui sont prêts et attendent à proximité », a déclaré Sean Carroll, d'Anera.

/ Contacts presse
Clara Amati
T. 06 98 65 63 94
M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeaud
T. 06 68 41 35 61
M. m.grospeaud@hi.org

Nous appelons tous les États et les donateurs à :

Faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à l'utilisation de l'aide à des fins militaires, notamment par le biais d'obstacles bureaucratiques, tels que les procédures d'enregistrement des ONG internationales.

Exiger que les ONG internationales ne soient pas contraintes de partager des informations personnelles sensibles, en violation du règlement général sur la protection des données (RGPD), ni de compromettre la sécurité ou l'indépendance de leur personnel comme condition à la fourniture de l'aide.

Exiger l'ouverture immédiate et inconditionnelle de tous les points de passage terrestres et des conditions nécessaires à la fourniture d'une aide humanitaire vitale.

Note de la rédaction

. Les territoires palestiniens occupés sont le lieu le plus meurtrier au monde pour les travailleurs humanitaires, les Palestiniens représentant 98 % des décès parmi les travailleurs humanitaires : 509 sur 517 meurtres commis entre 2023 et 2025, selon la base de données Aid Worker Security Database.

. Le 6 mai, 55 organisations ont averti que les nouvelles mesures d'enregistrement des ONG internationales prises par Israël constituaient une grave menace pour les opérations humanitaires et le droit international.

. Le 1er juillet, plus de 200 organisations ont appelé à une action immédiate pour mettre fin au programme de distribution meurtrier d'Israël, y compris le programme dit « GHF » à Gaza, revenir aux mécanismes de coordination existants dirigés par l'ONU et lever le blocus imposé par le gouvernement israélien sur l'aide et les fournitures commerciales.

. Le 23 juillet, plus de 100 organisations ont averti que, alors que la famine se propageait à Gaza, nos collègues et ceux que nous aidons dépérissaient.

. Le 29 juillet, l'IPC (Integrated Food Security Phase Classification) a rapporté que le pire scénario de famine se déroulait actuellement dans la bande de Gaza.

Israël a toujours nié avoir restreint la quantité d'aide autorisée à entrer à Gaza, y compris pendant toute la période de juillet 2025, lorsque la plupart des refus évoqués dans cette déclaration ont été émis.

. Le 31 juillet, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a indiqué que depuis le 27 mai, au moins 1 373 Palestiniens ont été tués alors qu'ils cherchaient de la nourriture ; 859 à proximité des sites « GHF » et 514 le long des itinéraires des convois alimentaires. La plupart de ces meurtres ont été commis par les forces israéliennes.

. Le 4 août, un infirmier palestinien à Gaza a été tué lorsqu'un largage aérien l'a touché.

. Le 5 août, il a été rapporté que les autorités israéliennes prévoyaient l'occupation totale de la bande de Gaza.

. Le 6 août, les agences des Nations unies et les ONG ont averti que sans une action immédiate, la plupart des ONG internationales partenaires pourraient être radiées par Israël dans les semaines à venir.

. Le 6 août, l'autorité néerlandaise de protection des données (DPA) a conclu que les demandes d'informations formulées par Israël dans le cadre du processus d'enregistrement des ONG internationales risquaient de violer le règlement général sur la protection des données (RGPD). La DPA a recommandé aux ONG internationales de ne pas se conformer à ces demandes et a estimé que la seule solution était qu'Israël modifie ses exigences et que les ministères concernés émettent une protestation officielle.

. Le 7 août, MSF a publié un rapport indiquant que les distributions alimentaires à Gaza gérées par le soi-disant « GHF » sont des lieux de « meurtres orchestrés et de déshumanisation » qui doivent être fermés.

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org

. Le 10 août, Save the Children a rapporté la mort de 100 enfants due à la famine à Gaza depuis octobre 2023.

. Le 12 août, un groupe de rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les droits de l'homme a publié une lettre adressée au gouvernement israélien, dans laquelle il exprime sa profonde préoccupation quant au fait que les mesures d'enregistrement des ONG internationales « affaiblissent leur capacité à fonctionner de manière indépendante et impartiale et à mener à bien leur travail humanitaire et de défense des droits de l'homme sans ingérence ni crainte de représailles » et que « l'obligation de signaler le personnel des ONG internationales, dans un contexte d'occupation, de conflit armé et de violations graves du droit international, pourrait soulever de graves préoccupations en matière de protection et de représailles ».

Signataires :

1. A New Policy
2. ACT Alliance
3. ActionAid Denmark
4. ActionAid International
5. Action Against Hunger (ACF)
6. Action For Humanity
7. All We Can
8. Alliance Sud
9. American Friends Service Committee (AFSC)
10. Americares
11. Anera
12. Asamblea de Cooperación por la Paz
13. Bystanders No More
14. Campaign Against Arms Trade
15. Canadian Foodgrains Bank
16. CARE
17. Caritas Internationalis
18. Caritas Jérusalem
19. Caritas Moyen-Orient et Afrique du Nord
20. Caritas Suisse
21. Center for Jewish Nonviolence
22. Charity & Security Network
23. ChildFund Alliance
24. Children Not Numbers
25. Christian Aid
26. Churches for Middle East Peace (CMEP)
27. CISS - Cooperazione Internazionale Sud Sud
28. Comité pour la protection des journalistes
29. Comundo
30. Coopération Canada
31. COORDINADORA VALENCIANA ONGD
32. DanChurchAid
33. Conseil danois pour les réfugiés (DRC)
34. Département des services aux réfugiés palestiniens
35. Diakonia
36. Diakonie Katastrophenhilfe

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org

37. EDUCO
38. Embrace the Middle East
39. Emergency - Life Support for Civilian War Victims Ong Ets
40. Entreculturas
41. Finn Church Aid (FCA)
42. Forum Ziviler Friedensdienst e.V. (Pro Peace)
43. Frieda - Organisation féministe pour la paix
44. Comité des Amis sur la législation nationale (FCNL)
45. Fonds pour les droits humains mondiaux
46. Glia
47. HEKS/EPER (Entraide Protestante Suisse)
48. HelpAge International
49. Coalition humanitaire
50. Humanity Auxilium
51. Humanity & Inclusion – Handicap International
52. Humanity First UK
53. INARA
54. Insecurity Insight
55. Fondation internationale pour le développement et l'aide humanitaire (IDRF)
56. INTERSOS
57. Islamic Relief
58. Jahalin Solidarity
59. Japan International Volunteer Center (JVC)
60. Jüdische Stimme für Demokratie und Gerechtigkeit in Israel/Palästina JVJP
Switzerland
61. KinderUSA
62. Kvinna till Kvinna Foundation
63. La Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo (Plateforme espagnole des
ONG de développement)
64. Réseau international Médecins du Monde
65. Médecins Sans Frontières (MSF)
66. MedGlobal
67. Medical Aid for Palestinians (MAP)
68. medico international
69. medico international schweiz
70. Comité central mennonite (MCC)
71. Middle East Children's Alliance (Alliance pour les enfants du Moyen-Orient)
72. MPower Change Action Fund (Fonds d'action MPower Change)
73. Muslim Aid (Aide musulmane)
74. Nonviolent Peaceforce (Force de paix non violente)
75. NORWAC – Norwegian Aid Committee (Comité norvégien d'aide)
76. Norwegian Church Aid (Aide de l'Église norvégienne)
77. Norwegian People's Aid (NPA) (Aide du peuple norvégien)
78. Norwegian Refugee Council (NRC) (Conseil norvégien pour les réfugiés)
79. Oxfam
80. Fonds de secours pour les enfants palestiniens (PCRF)
81. PANZMA - Association médicale palestinienne d'Australie et de Nouvelle-Zélande
82. PARCIC
83. Pax Christi International
84. PAX pour la paix
85. Peace Watch Switzerland

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org

86. People in Need (PIN)
87. Plan International
88. Action humanitaire polonaise (PAH)
89. Plateforme portugaise des ONG de développement
90. Première Urgence Internationale (PUI)
91. Project HOPE
92. Relief International
93. Right to Play
94. Sabeel-Kairos UK
95. Saferworld
96. Save the Children International
97. Secours Islamique France (SIF)
98. Solidar Suisse
99. Solidarités International
100. SWISSAID
101. Terre des Hommes Italie
102. Terre des Hommes Lausanne
103. Réseau de santé publique de la Méditerranée orientale (EMPHNET)
104. Église unie du Canada
105. United Against Inhumanity (UAI)
106. Vento di Terra
107. War Child Alliance
108. Weltfriedensdienst e.V.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

/ Contacts presse

Clara Amati

T. 06 98 65 63 94

M. c.amati@hi.org

Mélanie Grospeud

T. 06 68 41 35 61

M. m.grospeud@hi.org